

SYNTHESE

ETUDE D'IMPACT DU **COMMERCE EQUITABLE** SUR LES ORGANISATIONS ET FAMILLES **PAYSANNES** ET LEURS TERRITOIRES DANS LA **FILIERE CAFE DES YUNGAS DE BOLIVIE**



Photos : © AVSF

Juin 2006

Nicolas EBERHART - AVSF

Sigles et abréviations

ACRA - Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America latina
AG – Assemblée Générale
AOPEB – Associations d’Organisations de Producteurs Ecologique de Bolivie
ANED - Association Nationale Œcuménique de Développement
CE – Commerce Equitable
CENCOOP - Centrale de Coopératives « Agropecuarias » - Coroico
CIOEC-B – Comité Integral d’Organisations Economiques « Campesinas » de Bolivie
COAINE – Coopérative « Agropecuaria » Intégrale du Nord-Est
CORACA - Corporation « Agropecuaria Campesina »
FECAFEB – Fédération de Caféculteurs Exportateurs de Bolivie
FLO ev – Fairtrade Labelling Organisations International
FLO-cert – Entreprise indépendante de certification du système FLO
GLACC - Alliance Globale contre la Crise du Café
MAS – « Movimiento Al Socialismo »
MCE – Marchés du Commerce Equitable
ONG – Organisation Non Gouvernementale
OP – Organisation de Producteurs
USAID - United States Agency for International Development
VSF-CICDA – Agronomes et Vétérinaires sans frontières (AVSF)

Important

Cette synthèse a été réalisée à partir de deux documents de recherche élaborés par Agronomes et Vétérinaires sans frontières (VSF-CICDA) en 2002 et 2005 :

- C. Chauveau et C. Eberhart, *Etude du commerce équitable dans la filière café en Bolivie*, CICDA, France, mai 2002.
- J. Loeuil, *Etude de l’impact du commerce équitable sur les organisations et familles paysannes et leurs territoires dans la filière café des Yungas de Bolivie*, AVSF, France, décembre 2005.

Ces deux études constituent donc la source des données citées dans ce document de synthèse. Si la source diffère, il est fait mention de la référence dans le texte.

Document mis en ligne sur les sites web d’AVSF et de Max Havelaar France.

Un vaste dispositif d'impact

Le commerce équitable crée les conditions d'un réel développement pour les producteurs du Sud. FLO et Max Havelaar France éprouvent le besoin de quantifier les bénéfices du commerce équitable auprès des producteurs certifiés. En collaboration avec des ONG comme AVSF, il a donc mis en place un vaste dispositif de mesure d'impact, articulé en plusieurs études de cas. Des scientifiques se penchent donc actuellement sur plusieurs coopératives en Bolivie, au Pérou, en République dominicaine, en Inde et en Equateur.

Le présent document synthétise la première étude d'impact du commerce équitable faite en 2002 auprès des producteurs des Yungas en Bolivie, et son actualisation en 2005.

Les objectifs de la mesure d'impact

Le dispositif de mesure d'impact permettra aux consommateurs et aux partenaires du label de connaître la portée de leurs actions de solidarité sur le terrain. Pour Max Havelaar France et FLO, il permet d'améliorer sa stratégie d'intervention et de fonctionnement : certification, contrôle, communication, promotion, appui aux producteurs.

Mieux comprendre les changements induits pour les producteurs et les travailleurs, leurs organisations, et leur environnement local, de par leur participation au système du commerce équitable - FLO.

Identifier ce qui peut être modifié dans le système FLO, pour **améliorer l'efficacité** du commerce équitable en faveur des producteurs, des travailleurs et leurs organisations.

Vérifier si les objectifs fixés par le label sont atteints : travailler avec les producteurs et travailleurs marginalisés, leur offrir de meilleures conditions commerciales, basées sur la transparence et le respect, pour contribuer au développement durable.

Vérifier si le commerce équitable joue le rôle d'effet levier sur le développement durable, dans ses trois dimensions de durabilité écologique, viabilité économique et équité sociale.

Cela pourra **déboucher à long terme sur tout un système interne autonome de suivi - évaluation de l'impact.**

Il pourra assurer la **participation active des producteurs et travailleurs** dans tout le processus d'évaluation de l'impact.

Contexte de l'étude

LE SECTEUR CAFE EN BOLIVIE en quelques chiffres (2004)

- Production : 6447 tonnes
- Volumes exportation : 80% de la production - 5157 tonnes - 263 conteneurs (19,6T)
- Valeur des exportations : 6,2 MUSD
- 23 000 ha de plantations - 95% dans les Yungas, dont 60 à 80% dans la province de Caranavi
- 21 000 familles de producteurs de 0,5 à 2 ha dans les provinces de Nor Yungas-Sur Yungas ; 3 à 6 ha de café dans la province de Caranavi et ~8000 travailleurs

Les organisations de producteurs affiliées à la fédération, FECAFEB

- Volumes d'exportation : 1960 tonnes - 100 conteneurs (19,6T) – soit 38% du volume national d'exportation
- Valeur des exportations : 3,2 MUSD – soit 52% de la valeur nationale d'exportation (contre 42% en 2002)
- Conditions de vente (moyenne) : différentiel de +20 USD par rapport à la bourse de New York
- 24 organisations affiliées – environ 4000 producteurs membres actifs,
- 20 organisations exportatrices + 4 OP très jeunes ou en difficulté grave non exportatrices,

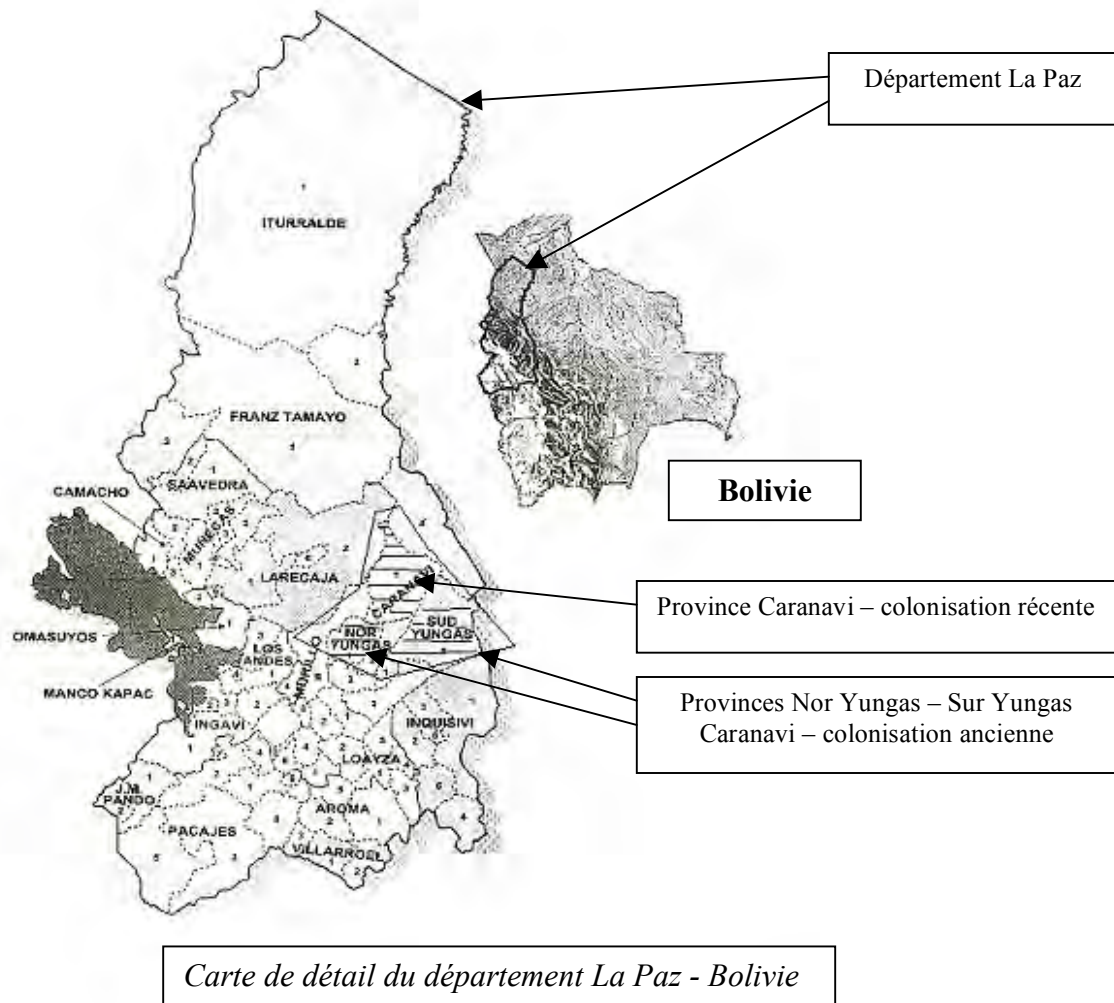
La production biologique en Bolivie

- 100% des producteurs bios sont membres d'une organisation de producteurs affiliée à FECAFEB
- 100% des organisations de producteurs affiliées à FECAFEB sont certifiées bio
- 68% des volumes de café certifiés sont vendus avec la certification biologique

Le commerce équitable en Bolivie

- 16 organisations certifiées FLO (soit 75% des organisations affiliées à FECAFEB – soit 100% des organisations qui exportent depuis plus de trois ans)
- 90% des organisations certifiées FLO ont accès aux marchés du commerce équitable ;
- 75% des organisations certifiées FLO exportent plus de 30% de leur café vers des marchés du commerce équitable ;
- 37% des organisations certifiées FLO exportent 100% de leur café de sélection vers des marchés du commerce équitable ;
- Seuls 9 importateurs américains et européens assurent 100% des contrats exportés dans les conditions du commerce équitable ;
- 77% des volumes exportés dans les conditions du commerce équitable sont vendus avec une certification biologique.

Deux zones d'étude :



Les Yungas sont une région très enclavée colonisée par des petits producteurs qui se sont vu attribuer des terres lors d'une réforme agraire. La plupart sont des colons issus de communautés aymaras de l'altiplano, pour la très grande majorité. Elle est desservie par une seule route très escarpée, ce qui rend l'accès aux marchés internationaux physiquement difficile. Sur 20 000 producteurs de café, 4000 familles sont membres des organisations certifiées FLO.

Les zones de colonisation ancienne

Les Yungas correspondent au piémont amazonien, une région montagneuse qui se situe à la transition entre la forêt amazonienne et les steppes d'altitude de la cordillère des Andes. Ce versant des Andes présente un climat chaud et humide. Il est couvert d'une forêt dense de montagne dans les zones basses, vers 1500 mètres d'altitude. Dans ce milieu, le café prospère dans l'étage situé entre 1300 m et 2000 m.

A l'heure actuelle, les producteurs agricoles des Hautes Yungas disposent en général de 1 à 5 hectares lorsqu'ils sont **d'anciens serfs des haciendas**, présentes dans la zone jusqu'en 1952. D'autres familles ont constitué des exploitations de 10 à 25 hectares en achetant des terres aux grands propriétaires, dans le cadre d'un processus de réforme agraire.

La culture de coca est restée prédominante jusque dans les années 50, puis les agrumes et surtout le café, ont pris le relais. Cependant, cette région de colonisation ancienne correspond aujourd'hui à la zone de production légale de la coca (12.000 ha) décrétée par l'Etat bolivien pour ne servir qu'à la consommation traditionnelle dans le pays.

Les superficies des exploitations se réduisent en dessous de 5 hectares, et il ne reste plus de nouvelles terres à défricher. La crise de l'agriculture dans cette région a conduit à une certaine diversification de la production, notamment de maraîchage et d'élevage de poulets pour le marché de La Paz, mais surtout à un retour en force de la coca.

Les zones de colonisation récente

La région de Caranavi se situe aux mêmes altitudes que les Hautes Yungas, mais parce qu'elle était plus éloignée et difficile d'accès depuis l'altiplano, elle est restée vierge jusque dans les années 40. L'occupation des terres démarre en 1945 et s'accélère en 1953 suite à la colonisation organisée par l'Etat bolivien qui offre alors des propriétés, en général de 10 hectares aux migrants. Ces derniers proviennent des communautés aymaras de l'altiplano, poussées par la trop forte pression foncière et le faible potentiel agricole.

De 1975 à 1990, les familles qui s'installent dans la zone implantent progressivement des parcelles de café sur une exploitation de 10 hectares. Aujourd'hui, dans ces zones, les paysans ont défriché entre 30 et 80% de leurs parcelles de 10 hectares, selon l'ancienneté de la colonisation, donc cultivent entre 3 et 8 ha. Ils produisent quasi exclusivement du café. L'économie de la région de Caranavi est donc extrêmement dépendante du café.

Certaines zones sont très récemment colonisées. La culture de café est présente seulement depuis le milieu des années 70.

Les organisations de producteurs étudiées par Agronomes et vétérinaires sans frontières.

➤ **Organisations Paysannes certifiées par FLO depuis plus de 10 ans.**

Coaine est une coopérative de la zone récente de colonisation. Cette organisation a connu des problèmes internes de transparence conduisant FLO à suspendre le certificat de la coopérative pendant quelques mois.

Coraca Irupana et **CENCOOP** occupent la « zone ancienne de colonisation ». Les producteurs exploitent des parcelles de café de 2 ha en moyenne. Ces parcelles, beaucoup plus anciennes que dans la zone récente de colonisation, produisent de fait beaucoup moins (19 quintaux par hectare sec/ha contre 33 quintaux/ha dans la « zone de colonisation récente »). Les revenus de ces familles permettent d'atteindre un seuil de vie durable, mais pas de financer des études supérieures à leurs enfants.

➤ **Organisations Paysannes exportant depuis peu de temps (moins de 5 ans)**

Les coopératives **Mejillones**, **Antofagasta** et **Villa Oriente** sont situées dans la « zone de colonisation récente ». Ces organisations se sont constituées récemment sur la base des « colonies » qui regroupent des familles arrivés au même moment dans la zone, suite à la réforme agraire.

➤ **Organisations Paysannes n'exportant pas au commerce équitable**

Avec leurs premières exportations en 2001 et 2004 dues à leur isolement, **AIPAC** et **AIPEP** ont un fort potentiel de développement sur le marché du commerce équitable.

L'étude d'impact du commerce équitable en Bolivie.

Nous avons distingué cinq aires de changement : sur la différenciation sociale, sur la famille, sur l'organisation, sur le territoire, au niveau des ressources naturelles. Pour chacune, nous analyserons l'évolution des retombées du commerce équitable entre 2002 et 2005.

I - Changements au niveau de la différenciation sociale

1.1 Des exploitations agricoles diverses

En zone de colonisation ancienne :

Les systèmes de production sont diversifiés. Ils reposent sur l'association agrumes – café. Les exploitations ont une taille moyenne de 3 à 4 hectares (variant de 1 à parfois plus de 10 ha).

La production de la coca est légale dans cette région. La stratégie des producteurs des Yungas a donc consisté à modifier les surfaces de coca et de café en fonction des cours de l'un et l'autre des produits. A chaque effondrement des prix du café a succédé une période d'accroissement de la coca. A l'heure actuelle, les superficies croissent et la productivité du travail de la coca est évidemment bien supérieure à celle du café.

	Producteurs de coca	Familles vendant leur force de travail en ville	Producteurs maraichers	Producteurs de poulets
Systèmes de culture	35% - 75% de coca agrumes - café	50% agrumes 50% café	50% agrumes 50% café 8% tomates	50% agrumes 50% café 700 à 2500 poulets
Activité complémentaire	Extension de la surface de coca	Main d'œuvre (construction, zones de colonisation, tourisme, etc.)	Maraîchage	Elevage hors sol
Surface / actif	0,95 ha/ actif	1,35 ha/ actif	0,8 ha/ actif	0,7 ha/ actif

Source : adapté de Gaétan Dubois – CICDA/INA-PG

En zone de colonisation récente : une répartition homogène des surfaces

Chaque famille a obtenu au départ 10 ha de forêt primaire, dont 3 à 5 hectares sont maintenant défrichés et plantés exclusivement en café. Dans certaines situations où la colonisation est déjà plus avancée, les plantations de café d'une famille peuvent atteindre 6 à 8 hectares.

La répartition homogène des terres de cette zone contribue à une faible différenciation sociale. Il n'est donc pas possible de distinguer de différence significative des systèmes de production entre les familles concernées par le commerce équitable, et celles qui ne le sont pas. Depuis 15 ans, les agriculteurs de ces régions ont donc installé en moyenne 4 hectares de café.

Cette culture représente leur principale production, valorisant ainsi l'atout important de ces zones d'altitude. Les producteurs n'ont que très peu d'élevage (quelques rares familles possèdent un troupeau de 2 à 5 bovins de race rustique). Les cultures vivrières se limitent à quelques pieds de bananiers et de manioc dispersés dans les parcelles de café. La grande majorité de l'alimentation est donc achetée sur le marché (sauf la banane, et parfois le maïs).

Une main-d'œuvre familiale

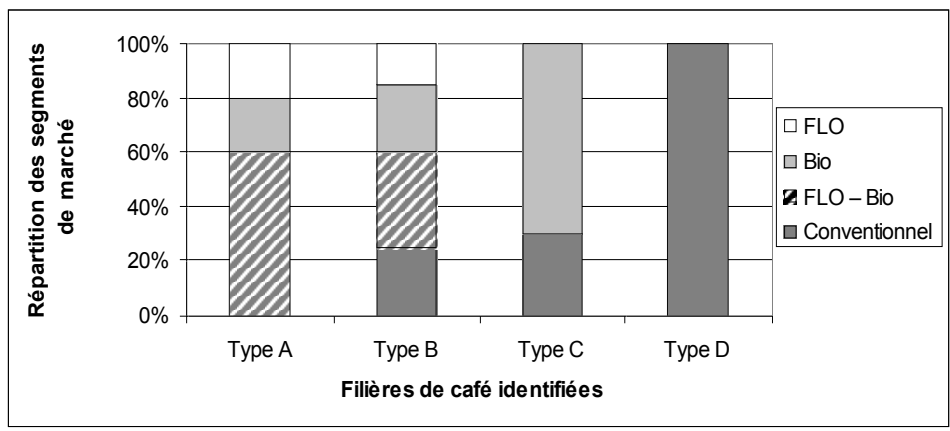
Les travaux d'entretien des plantations sont réalisés par la main d'œuvre familiale. Cependant, au cours des pics de travaux, notamment les désherbages et surtout la récolte, les agriculteurs recrutent des travailleurs saisonniers qui proviennent généralement de l'altiplano. Ces derniers sont parfois liés aux caféiculteurs par des liens de parenté. Ce type de planteur n'a en général pas besoin de vendre sa force de travail dans les périodes de moindre activité, sauf dans les moments de chute de prix comme ce fut le cas sur la période 2000 – 2002.

L'impact du commerce équitable est évidemment plus important dans la zone de colonisation récente puisque les parcelles de café sont en moyenne 4 fois plus grandes, et la dépendance de cette culture plus forte.

Evolution sur l'accès au marché : augmentation des ventes bénéficiant à l'ensemble des organisations certifiées par FLO.

L'étude réalisée en 2002¹ révèle que l'accès au marché du commerce équitable était restreint et très inégalitaire suivant les organisations (et donc suivant leur réussite en ce qui concerne la promotion commerciale).

On distingue 4 types de filières modélisées en fonction de la segmentation des marchés :



¹ Etude du commerce équitable dans la filière café en Bolivie, CICDA 2002

Pour 100 livres de café parche humide	Type A	Type B	Type C	Type D
Prix de vente 1995 en dollar	61,90	60,77	58,90	58,90
Prix de vente 2001 en dollar	53,86	42,27	25,43	21,67
Prix payé aux producteurs 1995	52,20	51,08	49,21	50,30
Prix payé aux producteurs 2001	44,16	32,58	15,73	13,07

L'étude mettait alors en garde contre les risques de formation d' « îlots de prospérité », privilégiant un groupe limité de producteurs, lorsque la majorité d'entre eux sont en crise.

« Seul un groupe relativement restreint est bénéficiaire du commerce équitable. Les producteurs organisés ne représentent que 17% des caféiculteurs du pays et il existe une certaine disparité entre les organisations quant à l'accès à ce marché. Par ailleurs, l'analyse des chiffres montre que la différence de revenu des familles des deux extrêmes, ceux qui vendent une forte proportion au commerce équitable et ceux qui commercialisent tous leurs produits en conventionnel², est très importante lorsque les cours internationaux sont très bas. »

Avec l'augmentation des ventes FLO-Max Havelaar de café bolivien, passant de 20 à 60 conteneurs³ de 2002 à 2005, **on constate au contraire une relativement bonne répartition des ventes entre les différentes coopératives.**

		OP exportant depuis plus de 10 ans dans le CE		OP exportant depuis 5 ans dans le CE			OP hors commerce équitable	
		Coaine	Cencoop	Mejillones	Autofagasta	Villa Oriente	AIPEP	AIPAC
Conteneurs exportés	2001	10	4	4	1,8	9	0	3
	2004	9	4	5	3	15	4	2
% ventes commerce équitable	2001	0	50	0	44	0	0	0
	2004	11	25	60	67	93	0	0
Prix FOB moyen en dollar par 100 livres café vert	2001	69	107					
	2004	97	102	108	139	133	100	64
Nombre d'importateurs	2001		2			2 ou 3		
	2004	4	1	3	2	2	1 ou 2	1

1.2 Participation des femmes : encore peu de discrimination positive

Historiquement, les femmes ont un rôle de poids dans la gestion de l'économie familiale, mais sont très peu impliquées dans l'organisation de la vie communautaire. C'est généralement l'homme qui assure cette fonction de représentation publique et formelle de la famille. Sur 530 personnes participant au programme de formation VSF-CICDA des dirigeants de coopératives, à peine 10% sont des femmes.

² Marché mondial de volumes, non concernés par les certifications

³ De 20 tonnes de café vert chacun

Conclusion et interprétation concernant les changements induits par le CE sur la différenciation sociale.

Quels types de familles sont bénéficiaires du commerce équitable ?

Le commerce équitable bénéficie-t-il à l'ensemble des catégories sociales ?

Le commerce équitable n'a pas généré un îlot de prospérité

- L'hypothèse émise par l'évaluation de l'impact du commerce équitable en 2002 selon laquelle il existerait des risques de constitution « d'îlots de prospérité » au niveau de quelques familles favorisées par un accès privilégié au marché FLO-Max Havelaar, ne se vérifie pas en 2005. La croissance de la demande du commerce équitable a bénéficié à l'ensemble des organisations qui ont demandé la certification FLO-Max Havelaar. Que ce soit dans le cadre du commerce équitable, comme en dehors, on constate une faible différenciation sociale, en particulier dans la « zone de colonisation récente ».

Une participation des femmes encore insuffisante

- L'activité caféière tombe sous la responsabilité des hommes dans la famille. Les femmes sont exclues des espaces de prise de décision dans les coopératives, et la certification FLO-Max Havelaar ne permet pour l'instant pas d'amélioration sensible de l'émancipation des femmes.

II - Changements au niveau des familles participant au commerce équitable

2.1 Revenus agricoles et conditions de vie : un seuil de vie durable atteint

L'étude réalisée en 2002 révèle la modélisation suivante des revenus par famille dans la « zone de colonisation récente », où la dépendance à la culture du café est forte :

% de vente de café à la coopérative ⁴	80% (I)	70% (II)	30% (III)	0% (IV)
Types de filière (voir p.9)	a	b	c	d
Superficie de café (ha)	4	4	4	4
Prix coopérative (cents/livre café parche humide)	44	32,5	15,8	
Prix commerçant (cents/livre café parche humide)	12,3	12,3	12,3	12,3
Main d'œuvre totale	531	531	441	367
Produit Brut	5 026	3 512	1 789	1 648
Amortissement	111	111	65	65
Coût main d'œuvre	1 296	1 296	991	943
Revenu café famille	3 619	2 105	732	640
Revenu/ jour familial	16,03	9,32	3,49	4,32
Total revenus	3 619	2 105	732	640
Revenu/ actif familial	1 809	1 052	366	320

Seuil de survie, seuil de vie durable

Les besoins rudimentaires, constitués des aliments et autres besoins de base qui correspondent aux dépenses moyennes effectuées sur le marché chaque semaine. Ils correspondent à un seuil de survie de 812 US\$ /an.

Le coût de l'éducation de 2 enfants à l'école primaire et 2 enfants au collège, généralement à Caranavi, ce qui implique des frais de logement et de nourriture permet de définir un seuil de vie durable de 1 791 US\$ par famille.

On constate en 2002 qu'un producteur doit vendre au moins 30 à 35 % de sa production sur le marché FLO-Max Havelaar (dont 70 % certifié MH et bio) pour atteindre le seuil de vie durable, assurant l'éducation des enfants.

Les producteurs les plus favorisés (modèle Ia) peuvent même envisager de financer des études universitaires à leurs enfants, ou de former un capital pour faire des investissements. Par contre,

⁴ Le café non vendu à la coopérative, est vendu sur le marché local aux commerçants.

les modèles Ic et Id sont à la fois affectés par les prix bas hors marché équitable et par une forte dépendance à la culture du café. En deçà de 30 % de la production totale vendu aux conditions Max Havelaar, les familles ne couvrent pas l'alimentation de base de la famille. C'est également le cas de l'ensemble des familles qui ne bénéficient pas du commerce équitable durant la période de bas prix de 2000 à 2003.

En réalité, pour compenser cette chute de revenu, les familles vivent sur les réserves accumulées au cours des années précédentes ou se voient obligées de vendre leur force de travail de façon saisonnière.

Un revenu familial en hausse

De nouvelles enquêtes nous ont permis de calculer les revenus agricoles des membres des coopératives étudiées en 2005 :

		OP exportant depuis plus de 10 ans sur marché du CE	OP exportant depuis 5 ans sur marché commerce équitable, dans de fortes proportions		
Coopératives		COAINE	Mejillones	Antofagasta	Villa Oriente
Revenu agricole familial moyen*(US\$/an)	2000	1000	1000 à 1500	2000	1000
	2004	2000 à 3000	2000 à 3000	3400	2000 à 2500

* ne prend pas en compte la production de l'exploitation autoconsommée.

Avec l'amélioration des volumes vendus en CE et l'amélioration du pourcentage de café récolté, on constate alors que l'ensemble des familles concernées par le marché Max Havelaar atteignent le seuil de vie durable. Un grand nombre de familles peuvent économiser 1000 à 1500 US\$ par an, pour financer des études universitaires à leurs enfants à la capitale ou investir dans une activité commerciale à Caranavi ou dans les quartiers populaires de El Alto (la Paz). On estime que dans la plupart des OP, entre 5 et 10% des producteurs se sont dotés d'un véhicule.

De meilleures conditions de travail pour la famille

Les exigences en termes de qualité sur le marché du commerce équitable, ainsi que les capacités d'investissement des familles impliquent une généralisation de la mécanisation des opérations de post-récolte du café. Les conditions de travail de la famille sont améliorées en période de récolte, caractérisée par une forte mobilisation de la main d'œuvre familiale.

2.2 Investissements agricoles : la confiance retrouvée

Lorsque les prix internationaux sont bas, les différences entre les filières Max Havelaar ou Max Havelaar Bio équitable et les filières conventionnelles sont considérables. En 2001, le prix au producteur de la filière équitable-bio est 4,1 fois plus élevé que celui de la filière traditionnelle privée, 3,8 fois celui du café conventionnel des organisations et 2,9 fois celui du café bio (cf. tableau p 9)

Le prix payé au producteur n'a cessé d'augmenter pour les membres des organisations certifiées Max Havelaar. Cette évolution agit favorablement sur la confiance que portent les membres d'une coopérative à son organisation.

Un prix de plus en plus rémunérateur

Prix payé au producteur par sac de 100 livres, prêt pour l'exportation, en dollars.

Quintal de café vert d'exportation		2001	2002	2003	2004
OP exportant depuis plus de 10 ans sur les MCE	<i>CENCOOP</i>	33	33	44	53.5
OP exportant depuis environ 5 ans vers les MCE, dans de fortes proportions	<i>Mejillones</i>	45 à 50	45 à 50	60 à 80	85 à 90
	<i>Antofagasta</i>	120			120
	<i>Villa Oriente</i>	51	68	91	88
OP hors commerce équitable	<i>AIPAC</i>	54	54	56	63.5

Un travail de plus en plus productif dans les caféières certifiées

	Kg café vert / journée de travail en 2000	Kg café vert / journée de travail en 2004.
Coopérative labellisée Max Havelaar (Mejillones)	15	20
Coopérative hors commerce équitable - AIPAC	11	11

L'augmentation de la productivité du travail s'explique dans le cas de Mejillones par une amélioration du pourcentage de café récolté. En effet, en période de bas prix, les producteurs ne récoltent pas les derniers grains de café qui ne murissent pas de manière synchronisée. L'augmentation du prix payé au producteur engendre donc une intensification en travail sur les caféières, qui se traduit par une hausse des rendements.

Cependant, on n'observe pas d'investissement en travail dans des aménagements des caféières, comme la taille des arbustes, qui mènerait à une augmentation plus importante des rendements.

2.3 Trésorerie : plus de café vendu aux coopératives

Production remise par les producteurs à la coopérative (non vendue sur le marché local)		en 2000	En 2004
OP exportant depuis plus de 10 ans sur le marché MH	COAINE	40 %	60 %
	CENCOOP	85 %	90 %
OP exportant depuis 5 ans sur le marché du CE	Mejillones	30 %	70 %
	Antofagasta	50 %	100 %
	Villa Oriente	95 %	100 %
OP hors CE	AIPEP	*	*
	AIPAC (accès au crédit)	25 %	90 %

Les producteurs vendent des proportions de plus en plus importantes de leur récolte à leurs coopératives. Auparavant, ayant besoin de liquidités immédiates, ils vendaient sur les marchés locaux à des conditions moins avantageuses. Les coopératives du commerce équitable augmentent nettement leur capacité à capter du café auprès de leurs membres. Cependant le manque de trésorerie ne leur permet pas de collecter des pourcentages significativement plus élevés.

2.4 Maintien de l'agriculture paysanne : une activité plus rentable

Dans les caféières		Revenu agricole / journée de travail en 2000	Revenu agricole / journée de travail en 2004
OP exportant depuis environ 5 ans vers le CE, dans de fortes proportions	Mejillones	23 à 35 dollars	35 à 50 dollars
	Antofagasta	24 dollars	41 dollars
OP exportant hors commerce équitable			
	AIPAC	8 dollars	10 dollars

L'activité caféière est particulièrement rentable pour les membres des organisations certifiées par Max Havelaar en comparaison aux producteurs non bénéficiaires du commerce équitable. Cependant, l'activité caféière se cantonne sur quelques mois dans l'année.

Des producteurs de moins en moins tentés par l'émigration

		% migration temporaire en 2000	% migration temporaire en 2004
OP exportant depuis plus de 10 ans sur les MCE	COAINE	Non quantifié, mais beaucoup de producteurs ont eu à combiner leur activité par des cultures sur l'altiplano	A mesure que l'OP parvient à mieux valoriser le café à l'export, la migration temporaire a diminué significativement
	CENCOOP	3%	3%
OP exportant depuis environ 5 ans vers les MCE, dans de fortes proportions	Mejillones	70%, de novembre à février	40% de novembre à février
	Antofagasta	85% pendant 1 mois	70% pendant 1 mois
	Villa Oriente	5%	5%
OP hors commerce équitable	AIPEP	20 à 30 %	10 à 15% - quelques semaines – cultures complémentaires sur l'altiplano
	AIPAC	3%	2%

Les liens entre la région de colonisation récente et leur région d'origine sont relativement faibles et en baisse. Si les producteurs avaient l'habitude de compléter leur activité caféière par la culture de produits agricoles sur l'altiplano (pommes de terre, haricots, pois...), cette pratique se perd. Les principales raisons sont les meilleurs revenus des producteurs dans les Yungas, mais aussi la perte de liens familiaux sur l'altiplano et les conditions rudes de l'altiplano.

Les jeunes motivés par l'activité caféière

		Nombre d'enfants par famille	Proportion des nouvelles générations qui travaillent ou démontrent un intérêt à travailler sur l'activité caféière à l'avenir
OP exportant depuis plus de 10 ans sur les MCE	COAINE	5	80%
	CENCOOP	3	66%
OP exportant depuis environ 5 ans vers les MCE, dans de fortes proportions	Mejillones	5,5	75%
	Antofagasta	5	40%
	Villa Oriente	5	60%
OP hors commerce équitable	AIPEP	3 à 4	50 à 75%
	AIPAC	3	Estimation difficile pour cette région de colonisation très récente

2.5 La sécurité alimentaire se renforce, l'alimentation se diversifie

On notera que :

- L'installation des familles issues de la colonisation génère une augmentation des besoins. L'augmentation des revenus permet d'y répondre.
- Les familles produisent de moins en moins d'aliments pour la consommation familiale, mais ont une alimentation de plus en plus équilibrée.
- Les revenus ont augmenté et les familles préfèrent se focaliser sur d'autres choses que la production de vivres.

De plus en plus de revenus d'exportation

		% des revenus de la famille générés par l'exportation de café en 2000	% des revenus de la famille générés par l'exportation de café en 2004*
OP exportant depuis plus de 10 ans en CE	COAINE	60%	80%
	CENCOOP	30%	40%
OP exportant depuis environ 5 ans en CE, dans de fortes proportions	Mejillones	80%	80%
	Antofagasta	80%	100%
OP exportant hors commerce équitable	AIPAC	85%	85%

La part des revenus relative à l'activité caféière est restée inchangée malgré le très fort développement de l'OP, des volumes et du prix moyen à l'exportation.

Les producteurs ont cessé, pour la grande majorité, de migrer vers l'*altiplano* pour d'autres activités agricoles en basse saison, mais ont développé d'autres activités dans les Yungas en même temps que le café (ou des suites du bon fonctionnement de l'activité caféière) : chauffeurs de taxi, gérant d'une boutique dans le village...

Conclusions - interprétations sur les changements induits par le CE au niveau des familles paysannes

- Les prix offerts par le commerce équitable sont très avantageux et largement supérieurs à ceux des autres marchés lorsque les cours internationaux sont bas (période 2001-2003).
Ceux qui ne vendent pas sur les marchés du commerce équitable ne pouvaient même pas satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires de base en 2001. Ils étaient donc obligés de consommer leur épargne, mais surtout de vendre leur force de travail en ville ou dans les nouvelles zones de colonisation.
- L'accès au commerce équitable dans une proportion significative pour l'ensemble des familles membres des organisations certifiées leur permet de couvrir leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels (éducation, santé, etc.) et de développer un système de production durable.
- Certes les effets économiques du commerce équitable ne sont vraiment visibles qu'en période de prix internationaux bas, puisque lorsque les cours dépassent le prix minimum défini par FLO, les différences entre les circuits conventionnels et équitables sont faibles. Cependant, le mécanisme du prix minimum garanti induit une certaine sécurité pour les petits producteurs. Cette stabilité permet à la famille de conforter son système de production et d'entreprendre sereinement des investissements constants dans l'éducation des enfants, et des investissements productifs (taxi, maison à La Paz...).
- Les capacités d'investissement pour les unités de transformation du café post-récolte allègent le temps de travail des familles et améliorent les conditions de travail en période de récolte.
- Les producteurs issus de l'*Altiplano* migrent de moins en moins vers leurs régions d'origine de façon temporaire. Les familles s'installent définitivement et se concentrent de plus en plus à leurs activités dans les Yungas, centrées sur l'activité caféière. La proportion des enfants de producteurs disposés à revenir dans les Yungas pour se lancer dans l'activité caféière le confirme. La rémunération par jour de travail pour produire le café labellisé Max Havelaar est bien supérieure à l'ensemble des autres activités, à l'exception de la culture de coca.
- Concernant la sécurité alimentaire des familles, la tendance est générale dans les Yungas, dans ou hors commerce équitable: chemin, transports ruraux, développement de commerces... Le développement des opportunités commerciales pour tout le secteur café et le développement de cette région de colonisation récente a facilité l'accès à une alimentation de plus en plus complète et équilibrée.
- L'augmentation des revenus et la baisse de la fertilité des sols amènent les familles à ne produire sur leurs parcelles que les cultures les moins exigeantes en travail (bananes, agrumes...).
- Les familles des Yungas, en particulier de la zone de colonisation récente, maintiennent cependant une dépendance forte à la culture de café dans le cadre du CE.

III - Changements au niveau des organisations de producteurs

3.1 Le monde rural se structure

Les petits producteurs administrent eux-mêmes les succès commerciaux de leur organisation à travers le processus d'exportation de café de qualité. Ceci implique une revalorisation de l'estime de soi.

Sur la moyenne des OP exportatrices (seules 80% sont inscrites au registre FLO), l'affiliation des producteurs aux OP en tant que membre actif a augmenté de 1500 à 1900 dollars entre 2002 et 2004, période de forte augmentation des ventes vers le commerce équitable et de restructuration des OP (rénovation des statuts et règlements internes, contrôle social et financier...).

Les dysfonctionnements se résorbent

En l'absence d'un cadre juridique et administratif contraignant, les organisations paysannes certifiées par Max Havelaar ont souvent acquis des pratiques informelles dans la gestion du registre de membres actifs. Avant d'entreprendre le processus de certification, ces coopératives offraient des conditions commerciales précaires, et très variables dans le temps. Ainsi, les producteurs des « colonies » environnantes utilisaient les services offerts par la coopérative de manière intempestive.

La stabilité des conditions de commercialisation favorables et les exigences de FLO-Cert ont amené ces coopératives à engager un processus de régularisation de leur liste de membres, afin de renforcer la légitimité et consolider la construction sociale.

L'explosion des ventes du commerce équitable (de 12 à 59 conteneurs) a amené les membres actifs des OP à exporter la majorité de leur café et à exporter le café de membres passifs des programmes de production biologique vers les marchés du commerce équitable.

Les organisations paysannes (16 au registre FLO, 4 hors registre FLO) en sont arrivées à doubler leurs volumes d'exportation (de 54 à 100 conteneurs) et à améliorer le prix moyen de 74 à 105US\$/quintal (100livres) entre 2000 et 2004.

Dans ce contexte économique dynamique, on perçoit aisément pourquoi ces petites organisations (40 à 150 producteurs) ont vu l'opportunité de développement, avant de réaliser l'ampleur du processus à mener pour maintenir une conformité avec les critères de progrès des standards de FLO. Agronomes et Vétérinaires sans frontières a mis en place un programme de formation de dirigeants qui a largement contribué à ce processus de renforcement organisationnel.

75% des OP reformulent leurs statuts et élaborent des règlements internes et des manuels de rôles et de fonctions. Elles définissent les règles du jeu pour l'inclusion de membres, l'inclusion de comités de contrôle, la valorisation des ressources humaines, l'indemnisation du travail des dirigeants...

Ces outils fondent les bases de l'OP et sont strictement nécessaires pour le respect des normes FLO et l'inclusion de nouveaux membres.

Structuration des organisations paysannes et renforcement des espaces de mutualisation des services : affiliations à la FECAFEB

- La FECAFEB est la fédération des caféiculteurs de Bolivie. Ses rôles : représentation politique, promotion sur les marchés locaux et internationaux, négociation des conditions d'exportation pour les OP les plus inexpérimentées (entre 5 et 20% des exportations suivant les années), mutualisation de services,...

Les coopératives de plus en plus souvent affiliées à la fédération nationale (FECAFEB)

	1991	1995	2000	2005
Nombre d'OP affiliées à la FECAFEB	10		20	24
Nombre d'OP inscrites au registre FLO	1	4	16	18
Nombre d'OP inscrites au registre FLO et affiliées à la FECAFEB	1	3	15	17
Nombre d'OP dont au moins 30% des exportations partent vers les MCE	0	1	6	10

Les organisations concernent toujours plus de familles sur leur territoire et renforcent leur légitimité

% de familles de la région, membre de l'organisation	1999	2001	2003	2005
Coaine	20 %	25 %	30 %	40 %
Mejillones	25 %	35 %	50 %	66 %
Villa Oriente	50 %	50 %	50 %	50 %
AIPAC (hors CE)	15 %			90%

% de la production de chaque famille collectée par l'organisation	1999	2001	2003	2005
Coaine	40 %	40 %	50 %	95 %
Mejillones	30 %	80 %	55 %	70 %
Villa Oriente	90 %	95 %	100 %	100 %
AIPAC (hors CE)	25 %			90%

3.2 Légitimité de l'organisation : la confiance s'accroît

Les OP qui démontrent leur réussite sur les marchés internationaux sont perçues comme des interlocuteurs fiables par les autorités locales et nationales et par la coopération internationale. Fincafé est une structure financière, constituée par les organisations de producteurs de café. Cette structure capitalise des fonds afin de négocier des conditions de crédits pour ces membres. Institution autonome, elle fonctionne sous la tutelle de FECAFEB.

Les membres des coopératives montrent leur confiance par des apports afin de constituer un patrimoine.

Evolution des capitaux auprès de la Fincafé, institution financière des producteurs de café

		2001	2003	2005
Fonds propres Fincafé		43000 US\$	76 000 US\$	110 000 US\$
Apports de la coopération internationale	Autres ONG		65 800 US\$	65 800 US\$
	AVSF/ACRA			187 500 US\$
Capitaux propres (patrimoine)		*	87 000 US\$	176 000 US\$
total		*	228 800 US\$	539 300 US\$

3.3 Capacités d'administration et de gestion de l'organisation

Une forte capacité d'autogestion

Toutes les OP suivent un fonctionnement mixte entre communautaire et entrepreneurial. Elles adoptent depuis peu le terme « d'entreprise paysanne ».

Les OP renouvellent leurs élus tous les deux ans. Cette élection peut être renouvelée une fois dans certains cas. Tous sont amenés à devenir dirigeant de l'OP un jour.

Seules trois organisations paysannes emploient du personnel technique pour faciliter les activités d'exportation. Dans les autres OP, ce sont les dirigeants qui assument toutes les tâches opérationnelles, en utilisant parfois les moyens logistiques de la FECAFEB. L'abus de certains brokers dans l'intermédiation a rendu les dirigeants très méfiants. On constate depuis quelques années que la plupart des OP arrivent à se passer des services de brokers, grâce notamment à la FECAFEB qui joue parfois un rôle prépondérant dans la phase d'apprentissage du processus d'exportation.

Dans le cadre du programme de formation assuré par Agronomes et Vétérinaires sans frontières, les 23 OP participantes ont valorisé ces espaces de la façon suivante :

- 6 OP ont clos leur comptabilité de façon conforme ;
- 3 OP ont procédé à un audit interne ;
- 10 OP ont reformulé leurs statuts, règlements internes, manuels de rôles et fonctions ;
- 7 OP ont élaboré leurs plans opérationnels (court terme) et/ou stratégique (moyen terme).

On notera que les OP exportant depuis plus de 10 ans sur les marchés du CE n'ont procédé à leur restructuration que depuis qu'ils reçoivent l'appui de VSF-CICDA. Cela confirme la complémentarité nécessaire entre les dynamiques du CE et les projets de coopération.

Les organisations se consolident en vue de réduire les coûts d'opération pour l'export

- Chaque OP continue d'exporter leur café de façon individuelle, pour des volumes annuels de 2 à 15 conteneurs.

- Aucun service mutualisé ne fonctionne indépendamment de la coopération internationale.
- Les OP investissent dans des structures de préparation du café pour l'export à El Alto alors que la capacité nationale d'industrialisation (et concentrée dans cette même ville de El Alto) est d'environ 10 fois le volume de production national. Un des principaux acheteurs de café du commerce équitable à l'échelle de la Bolivie et de l'Europe, ancien expatrié en Bolivie auprès du secteur café, a averti ses fournisseurs qu'il n'achèterait plus en Bolivie si les OP suivent cette logique économiquement irrationnelle.
- Les OP investissent dans des laboratoires de dégustation alors que la FECAFEB elle-même met en place un laboratoire de dégustation.

Aspects de MCE

Cette logique est économiquement peu rationnelle : les coûts opérationnels et de fonctionnement des OP sont de 15 à 30 US\$/quintal. Si les organisations de producteurs persistent dans cette voie, c'est que le prix du commerce équitable permet de rester compétitif, de capitaliser à l'échelle de l'OP et d'augmenter très fortement les revenus des familles, sans avoir à rationaliser les coûts.

De 2006 à 2010, l'agence de coopération USAID prévoit d'injecter 80 millions US\$ dans les Yungas dans le cadre de projets de développement alternatif à la culture de la coca pour le financement dans les secteurs de la santé, voiries, les filières productives.

Cela correspond à un budget annuel de 8 millions US\$ pour les activités de coopération en appui aux filières de production.

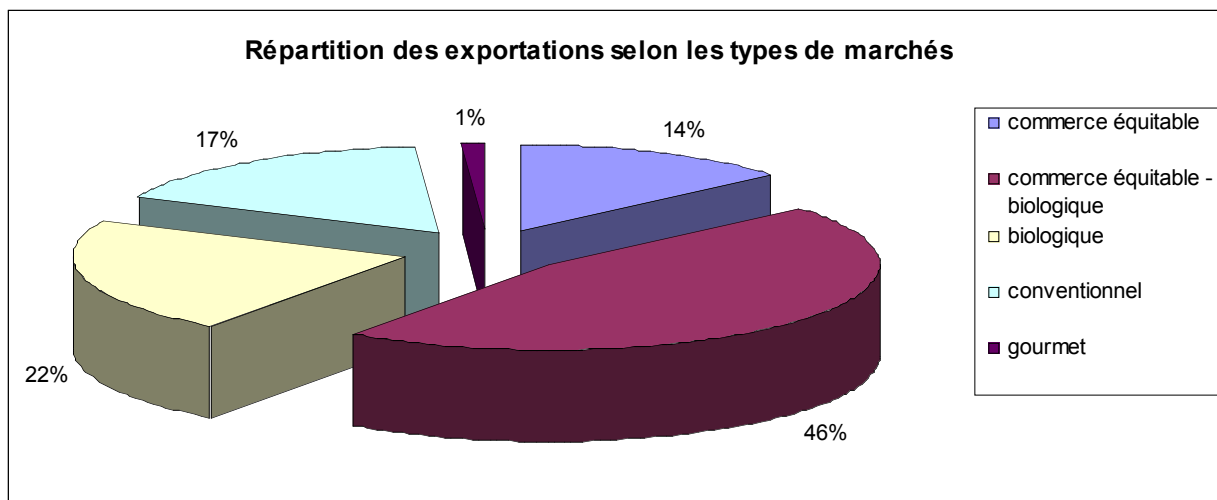
Cependant les organisations ont acquis un fort degré d'autonomie financière. Elles pourraient assumer les investissements sans l'appui des subventions orientées dans les programmes de lutte contre la culture illicite de coca.

3.4 Capacités commerciales

Atomisation des OP et dépendance d'un nombre trop faible d'importateurs

Les faibles volumes exportés par les organisations paysannes impliquent une certaine dépendance de celles-ci par rapport aux importateurs. Ils sont 9 au total, et certaines organisations vendent 100 % de leur café à un seul importateur.

Les organisations accèdent à des segments de marché relativement diversifiés.



Les proportions des ventes de café biologique et de café du commerce équitable sont conséquentes et n'impliquent pas une diversification plus importante dans la recherche de marché, dans la mesure où la Bolivie produit de faibles volumes.

3.6 Mise en place de services

Accès au crédit : mutualisation du service.

En général les organisations essaient de payer une avance avant la récolte à leurs membres sur la base de crédits et grâce aux fonds propres.

De plus en plus d'organisations de producteurs affiliées à FINCAFE

	2001	2002*	2003	2004	2005
Nombre d'OP affiliées à Fincafé	8	15	15	15	17
Montant total des crédits pour capital d'opération pour exportation en US\$			223 480	273 420	152 500

Préfinancements du commerce équitable insuffisants

Malgré la forte proportion des exportations vers le commerce équitable, 60% des volumes exportés vers 13 importateurs du commerce équitable pour les 16 OP au registre FLO, les préfinancements ne dépassent pas les 30 %. Le capital propre des OP représente 22 %.

D'autres services

Au-delà de l'activité caféière, les OP commencent à développer de nouveaux services.

- Conformation d'un fond de retraite pour les membres ;
- Ouverture d'ateliers de couture, d'épiceries ou d'auberges gérés par les épouses des membres des OP.

Conclusion - interprétations sur les changements induits par le CE au niveau des organisations paysannes.

- Le commerce équitable exerce un effet structurant sur les organisations paysannes. On constate une croissance des membres des OP, et une participation plus importante de ceux-ci. Cependant ces effets structurants de la croissance de la demande de café nécessitent un processus d'accompagnement temporaire.
- Sur l'ensemble des 7 OP étudiées, aucune n'aurait mis en place les outils organisationnels ici décrits sans l'appui et l'accompagnement d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières sur la période 2003-2005. Auparavant, ces OP travaillaient sans ces outils opérationnels et fonctionnels fondamentaux (structure de prise de décision, statuts...).
- Les trois OP qui exportent dans le cadre du commerce équitable depuis plus de 10 ans n'avaient pas procédé à la structuration de leur organisation avant de participer au programme d'accompagnement d'AVSF.
- Les organisations démontrent une relative indépendance financière des apports externes et amorcent des processus de capitalisation tout à fait conséquents eu égard aux volumes commercialisés.
- Les effets combinés du commerce équitable et des actions de renforcement organisationnel opéré par les ONG se traduisent par une capacité d'autogestion importante au niveau des organisations paysannes de base. Le fort différentiel de prix entre le prix minimum FLO et le prix du marché conventionnel pour le café bolivien permet de mieux consolider cette dynamique. Les organisations ont donc tout le loisir de ne pas se soucier pour l'instant des coûts d'exportation, élevé en comparaison au secteur privé.
- La forte atomisation des organisations, ne permet pas de remédier facilement à cette question de la réduction des coûts fixes liés au processus administratif et opérationnel de l'exportation eu égard de faibles volumes. Cependant, le principal risque réside dans la trop forte dépendance des organisations à un nombre réduits d'importateurs, qui pourrait mettre en doute la durabilité du processus.
- Mais on constate également que le processus de développement institutionnel des organisations paysannes induit des négociations et dynamiques autour d'organisations faitières comme FECAFEB (incidence politique et autres services en cours de définition) et FINCAFE pour combler les besoins en crédits des OP. La contribution de Commerce Équitable à ces processus d'alliance entre les OP est plutôt faible et très indirect.

IV - Changements au niveau du développement local et national

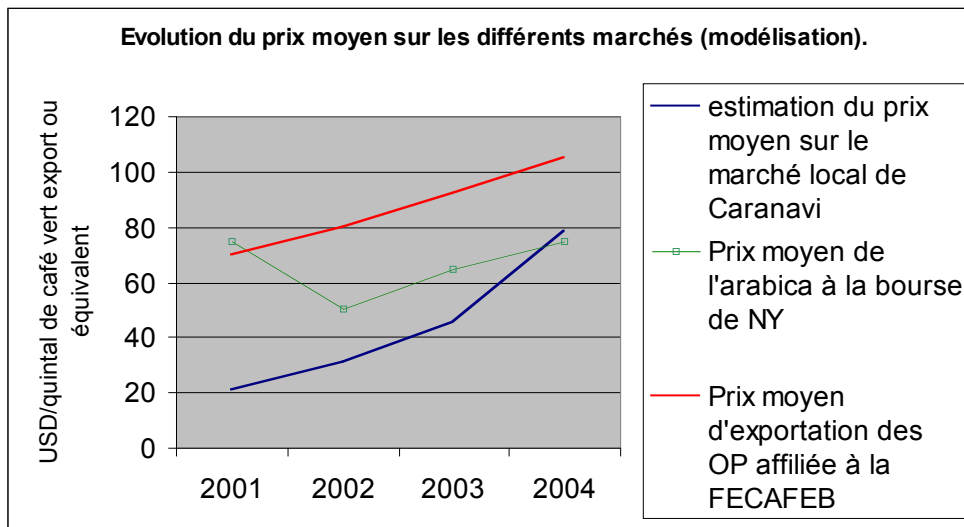
4.1 Création d'emploi et initiatives économiques

Augmentation des revenus des travailleurs saisonniers

Le revenu moyen des travailleurs saisonniers employés pour la sélection des grains de café à l'export a plus que doublé sur la période 2000 à 2004, soit une augmentation nettement supérieure à la croissance des revenus des producteurs. Il en va de même pour le salaire des journaliers employés par les producteurs pendant la récolte.

Bien entendu, cette augmentation accompagne aussi la remontée du prix international du café. Mais il semblerait que la contribution de « l'effet régulateur » du prix Commerce Equitable sur le marché local ait amplifié ce mouvement naturel. Ce phénomène s'apparente clairement à une dynamique locale (les travailleurs sont souvent des membres de la famille qui viennent de l'*Altiplano*) et non à une application des recommandations ou une application rigoureuse des standards de FLO.

Le prix du commerce équitable a un « effet régulateur » sur toute la filière café à Caranavi.



On constate sur ce graphique que le prix du marché suit la tendance du prix moyen FOB des organisations paysannes, membres de la FECAFEB, et ne répond pas aux tendances de la variation de prix de la bourse de New York.

Les OP représentent une forte concurrence sur le marché local pour les intermédiaires qui ne peuvent bénéficier des prix du commerce équitable ou du café biologique. On peut donc imputer

la hausse du prix payé aux producteurs par les commerçants locaux aux effets régulateurs des ventes réalisées par les OP du commerce équitable, soit 25 % du volume total.

Les nouvelles dynamiques d'alliance des commerçants avec certaines petites organisations de base pour leur offrir des services de transformation du café par voie humide confirme cette hypothèse.

Un effet sur l'ensemble de la région.

Cette revalorisation du prix payé à l'ensemble des 20.000 producteurs des Yungas, comme un effet indirect du commerce équitable retentit évidemment sur le dynamisme économique de la région, ayant un effet entraînant sur le commerce, les transports et les services en général.

4.2 Appui au développement du territoire

Les OP sont prises en compte depuis quelques années par la municipalité de Caranavi et les municipalités environnantes. Par ailleurs, cinq organisations ont mené des négociations pour l'installation d'un réseau électrique avec les autorités territoriales.

4.3 Incidence politique

La FECAFEB renforcée par les coopératives certifiées

Les nouvelles capacités de gestion de la FECAFEB sont sans aucun doute à mettre en relation avec le pouvoir économique des organisations paysannes du Commerce Equitable. Les principaux dirigeants élus de la FECAFEB sont les représentants des OP qui exportent 100 % de leur café sur le marché du Commerce Equitable et représentent 34 containers de café (sur 60 destinés au commerce équitable).

Une incidence politique directe

La municipalité de Caranavi (90% des exportations de café des OP) est aux mains du MAS (Mouvement au Socialisme). Le maire est issu d'une OP de café historique. La politique du gouvernement municipal appuie largement le secteur café et les OP.

Derrière les mobilisations des producteurs de coca, c'est tout le milieu paysan des Yungas qui s'est réuni autour du MAS.

Une proposition de loi sectorielle a été élaborée par la commission confirmée par la FECAFEB, ANPROCA y FAPCCA au sein d'espaces de concertation.

À l'échelle internationale La FECAFEB mène, avec ses interlocuteurs du Pérou et d'Equateur, un travail pour la construction d'une CANCAFE (Consejo Andino de Naciones – café) au travers d'un groupe *ad hoc* café, qui fonctionne au niveau andin depuis plus de 5 ans.

Un projet de loi sectorielle

Un député du parti MAS est parvenu à faire approuver une loi par le congrès national, sur la base de la proposition de FECAFEB. Cette loi déclare prioritaire l'établissement de politiques caféières en faveur des petits producteurs, destinées à améliorer qualitativement et quantitativement la production, la transformation, la commercialisation et l'exportation de café. Au-delà de la force de proposition de la FECAFEB et de la commission, l'économie florissante du secteur café a joué un rôle dans l'attention du congrès portée à ce secteur.

4.4 Souveraineté alimentaire

Par ailleurs, les OP du secteur café sont affiliées, au travers de la FECAFEB ou directement, au CIOEC. Cette instance fait un travail de lobbying, au sein d'une plateforme nationale, pour :

- Inclure les préoccupations concernant les conditions de la femme (et plus largement de l'égalité femme-homme) dans toutes les actions développées par la plateforme CANCAFE ;
- Eviter l'import de donations alimentaires transgéniques ;
- L'application de la politique de « déjeuners scolaires » pour les enfants en favorisant les produits alimentaires boliviens.

Conclusions – interprétations sur les changements induits par le CE au niveau du développement local et national

- On constate un effet macro-économique du commerce équitable sur l'ensemble de la région de Caranavi. Cette situation est bien entendu spécifique à la Bolivie qui produit peu de café. Le développement de l'activité caféière joue un véritable rôle moteur dans l'économie locale et régionale. « L'effet régulateur » du commerce équitable sur les prix pratiqués par les commerçants dans la région est tout à fait exceptionnel. Son impact ne se limite pas aux 4000 familles organisées, mais s'étend aux 20 000 familles des Yungas.
- Les OP du commerce équitable concentrent l'attention des institutions de coopération nationales et internationales, à travers de FECAFEB, organisation faîtière ouverte, capable de rassembler des nouvelles organisations émergentes.
- Au-delà des relations étroites maintenues avec les municipalités de la zone caféière, les OP du commerce équitable ont réussi grâce à l'appui d'un député du MAS, de faire approuver un projet de loi-cadre qui s'inspire directement de la proposition de loi sectorielle élaborée par FECAFEB. La conjoncture politique actuelle en Bolivie ouvrira sans doute d'autres opportunités d'appliquer les stratégies élaborées par cette fédération. Même si la Bolivie ne joue pas un rôle moteur dans la constitution de la CAN Café, on constate une participation de plus en plus active, qui révèle l'intérêt porté et le dynamisme économique des OP.

V - Changements au niveau de la gestion de ressources naturelles

5.1 Gestion des sols

L'usage de l'ombrage et de certaines légumineuses dans le couvert végétal garantit une certaine durabilité au système de production, eu égard à la gestion de la fertilité des sols. Cependant, on constate qu'il n'existe pas de mesures importantes prises par les producteurs concernant la lutte contre l'érosion des sols.

5.2 Gestion de l'usage des engrais et pesticides

Toutes les OP du registre FLO sont certifiées biologiques. Tous les producteurs membres des OP font partie des programmes de production biologique (certifiés ou en transition). Les préoccupations concernant l'utilisation d'engrais, pesticides et autres de manière abusive ou dangereuse ne se posent pas. La fertilité des sols n'a pas suscité pour l'instant un intérêt pour l'usage d'intrants chimiques dans les caféières.

5.3 Qualité des produits

Les marchés du CE sont, de fait, des marchés de cafés de grande qualité organoleptiques et représentent 60% des volumes. Une proportion importante qui tendra vers 70-75% pour 2006.

La très forte expansion du commerce équitable ne pousse pas les OP à chercher d'autres marchés de qualité. Cependant, l'amélioration de la qualité facilite la réussite de la prospection des quelques OP qui souhaitent diversifier leurs marchés ou ne parviennent pas à augmenter leurs ventes vers les marchés du CE. Cet embryon de réussite (les volumes sont encore insignifiants) est facilité par la reconnaissance de la « cup of Excellence » ; concours d'échantillons de café gourmets dégustés suivant les normes de la SCAA (Specialty Coffee Association of America).

La majorité des organisations maîtrisent les processus de post-récolte et les coopératives savent tirer parti des financements des programmes de lutte contre l'extension de la coca qui se focalisent sur ces aspects.

Conclusions – interprétations des changements induits par le CE au niveau de la gestion des ressources naturelles.

- Les zones caféières des Yungas présentent peu de contraintes en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles. De plus, l'ensemble des OP se sont engagés dans des dynamiques de certification biologique. De fait, les effets du CE sur la gestion des ressources n'est pas perceptible.
- En revanche, les OP sont fortement mobilisées sur le thème de l'amélioration de la qualité.

Conclusions générales

- Depuis la première étude d'impact réalisée en 2002, la forte croissance de la demande de café bolivien du commerce équitable a bouleversé les hypothèses selon lesquelles le commerce équitable pouvait générer des « îlots de prospérité ». En effet, durant la dernière crise sur le marché international du café de 2001 à 2003, seuls certains producteurs de quelques coopératives avaient réussi à satisfaire leurs besoins primaires d'alimentation, d'éducation, etc. 75 % des organisations de producteurs de café certifiées exportent plus de 30 % du café produit par leurs membres, limite au-delà de laquelle **les producteurs des Yungas couvrent leurs besoins basiques, considérée comme « le seuil de vie durable »** dans ce contexte.
- Les effets du commerce équitable sur l'économie familiale ne sont fortement perceptibles qu'en période de bas prix et de crise internationale sur la filière café. **L'effet économique majeur du commerce équitable, sur le long terme, consiste donc à libérer les producteurs du risque de variation de prix**, qui les obligent périodiquement à chercher du travail en dehors de leur zone de production, de vendre leurs biens ou leur petit cheptel bovin. Le commerce équitable permet alors aux familles de la zone de colonisation récente des Yungas de maintenir les systèmes de production caféiers, et d'envisager d'investir chaque année une partie des revenus dans une autre activité productive, ou en investissant dans l'éducation des enfants à l'université de La Paz.
- Dans « la zone de colonisation ancienne », zone légale de production de coca, la production de café joue un rôle moins stratégique dans les systèmes de production. Les enjeux sont donc moindres. **Les effets économiques du commerce équitable sont par conséquent variables en fonction du contexte.**
- **Le commerce équitable contribue à la structuration des organisations paysannes** des Yungas. Ces effets structurants sont clairement complémentaires avec les actions de renforcement organisationnel et de formation proposées par Agronomes et Vétérinaires sans frontières. Les effets combinés du commerce équitable, de la certification biologique et des soutiens proportionnés par les ONG aux organisations de producteurs de café, sont supérieurs à la somme des effets considérés indépendamment de ces 3 facteurs de développement en milieu rural.
- **Dans les Yungas, le commerce équitable ne se limite pas aux effets sur les 4000 familles des organisations paysannes de café, mais joue également un rôle d'effet levier sur le développement économique et social de la région.** Même si les organisations qui bénéficient du commerce équitable ne représentent que 25 % des producteurs de café bolivien, on observe un « effet de régulation du prix » sur le marché local. Ces effets macro-économiques contribuent par ailleurs au renforcement des capacités d'incidence politique de la FECAFEB au niveau local, national et international.